

La Révolution Prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

ÉDITORIAL

LE SYNDICALISME D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

" Que manque-t-il à l'ouvrier français? " demandait jadis F. Pelloutier. " Ce qui lui manque, c'est la science de son malheur ".

Le propos est toujours d'actualité pour le salarié de 1986. Celui-ci ne peut faire l'économie d'un double effort, condition du progrès: comprendre le monde où il vit, penser par lui-même.

Tel est sans doute le premier constat sur lequel s'accorderaient tous les camarades présents à la réunion du 4 février dernier.

Le second qui ferait aussi l'unanimité se résume dans une formule de Durkheim: " C'est seulement en étudiant le passé que nous pouvons arriver à anticiper l'avenir et comprendre le présent ".

Une fois posées ces deux exigences, commencent les " bonnes " questions.

Le mouvement syndical, aujourd'hui dispersé, peut-il se fortifier et, mieux, se rassembler?

Retourné aux sources qui l'ont fécondé - je veux dire, ayant retrouvé les valeurs révolutionnaires qui sont sa raison d'être - peut-il et doit-il avoir le même visage que celui d'hier?

En publiant ce numéro spécial, consacré aux exposés de nos camarades Henri Aigueperse et Jean Cornec, ainsi qu'aux interventions qui les ont suivis, le " noyau " de la R.P. ouvre le débat.

Jean MOREAU

Conférence de Jean Cornec

L'idée de réunir, un soir de février, ceux qui, à un moment quelconque de leur existence, ont été marqués par la R.P. est excellente. Les hasards de la vie ou de la mort ont voulu que les trois dernières grandes figures de la R.P., Ferdinand Charbit, Yvonne et Roger Hagnauer aient choisi de s'éteindre juste dans la période précédant cette soirée, comme s'ils voulaient nous aider à comprendre que "la page était tournée" et que, dans le thème choisi: "Syndicalisme d'hier et de demain", l'important, c'était demain.

Or, ce que m'ont demandé de traiter Jacques Faure et Jean Moreau, c'est "hier". Pour une raison que vous allez comprendre. Des camarades ont recherché, tout-à-l'heure, lequel était celui qui fréquentait la R.P. ainsi que les congrès de la Fédération unitaire de l'enseignement, depuis le plus longtemps.

Le plus ancien - mes aînés ici présents m'en excuseront - c'est moi! Car j'avais quatre ans en 1923, quand Pierre Monatte est entré dans ma vie.

Mes parents ont rencontré Pierre Monatte en 1919, à l'occasion du Congrès de Bordeaux de la C.G.T. Ce jour là, a commencé une amitié de cinquante ans qui n'a cessé qu'avec la mort du fondateur de la R.P., auquel mon père avait rendu visite cinq jours avant.

Mon père précise d'ailleurs comment s'est développé ce compagnonnage fraternel. En 1923, eu égard à la conjoncture internationale du mouvement ouvrier, Monatte s'interrogeait. Après la Révolution russe, il avait adhéré au P.C. Mes parents - eux aussi, très à l'écoute de ce qui se passait en Russie - ne l'avaient pas suivi. Certes, ils souhaitaient le succès de la révolution, mais ils considéraient que le mouvement syndical ne devait pas être inféodé à un parti politique.

En dépit de cette différence d'appréciation, mes parents et Monatte restaient très proches et très amis. Cette année 1923, les Monatte vinrent passer leurs vacances à Sainte-Anne-la-Palud et j'ai le souvenir très précis et très profond de cette vieille ferme bretonne, située à quelques centaines de mètres de la plage, dans laquelle ils avaient loué une chambre. On y restait des après-midi entières, les jours de pluie. Monatte et mes parents discutaient, débattaient. J'avais quatre ans. Je restais tranquille. Je les écoutais, déjà séduit et passionné.

Mon "ancienneté" se rapporte aussi à la fréquentation des Congrès de la Fédération unitaire de l'enseignement. A six ans, en 1925, j'ai le souvenir d'une salle en longueur, à Paris, rue de la Grange aux Belles. Des hommes et des femmes y discutaient de l'avenir du monde. A la tribune, intervenait Joseph Rollo (qui a été l'ami de mes parents et est mort, vous le savez, en déportation). Or, Rollo, à cette réunion, traitait mon père de "con". Vous imaginez! En 1925! Le terme n'était pas banalisé comme il l'est devenu aujourd'hui, depuis Brassens... et moi, j'avais six ans et vénérais mes parents.

Le soir, nous nous sommes retrouvés dans une... cantine où une femme que je considérais comme vieille - elle pouvait avoir quarante ans - mais qui était ample, costarde, "la mère", servait la soupe. Et je constatai, surpris, que cela n'allait pas si mal entre les deux hommes qui s'étaient si vivement accrochés...

C'était cela, l'ambiance R.P.

C'est dans ce milieu que j'ai grandi. Chez les Cornec, on comptait les années par les congrès syndicaux:

- 1925: la Grange aux Belles;
- 1926: Grenoble;
- 1927: Tours;
- 1929: Besançon;
- 1931: Limoges...

là, Henri Aigueperse entre dans mon existence. C'est lui qui avait organisé le congrès, que je suivis avec passion.

Mais je reviens en 1929, à Besançon: un congrès très dur, centré sur la célèbre grève des normaliens de Quimper. Dans l'histoire, peut-être la première manifestation "pré-soixante-huitarde".

Les élèves-maîtres avaient affirmé une volonté de lutte syndicale, dirigée contre l'autoritarisme de l'administration de l'Ecole Normale. Le syndicat de l'enseignement du Finistère et les organisations ouvrières du Finistère soutenaient leur action dans des conditions extrêmement difficiles, le P.C. ayant tenté de prendre le mouvement en main et se déchaînant contre le syndicat qu'animaient mes parents, fermement décidés à ne pas laisser dévoyer un admirable mouvement.

En allant à Besançon, nous nous arrêtâmes à Paris. A la Librairie du Travail - Quai Jemmapes, chez Hasfeld - mes parents m'achetèrent un bouquin qui devint ma bible: "Petit Pierre deviendra socialiste"... c'est dire que je n'étais pas un "colis" que l'on transportait dans les congrès. Je participais. Je me passionnais, et, pour moi, la R.P. est un des laits que j'ai sucés pratiquement à la mamelle et dont je suis resté profondément marqué.

La présence de Monatte, l'amitié des Hagnauer, de Chambelland, de cette équipe à la fois diverse et prestigieuse, étaient très stimulantes.

C'est pourquoi, je suis heureux de retrouver ce soir - outre mes amis naturels de la F.E.N. et du S.N.I.-Pegc - mes camarades appartenant à diverses confédérations et à divers courants de pensée... de F.O. au courant libertaire.

Des "anars", il y en avait déjà dans ma jeunesse. L'espèce se fait de plus en plus rare. J'ai vu Sébastien Faure, j'ai bien connu Louis Lecoq. L'arsenal de Brest comprenait alors toute une équipe de militants libertaires. Leurs conceptions et leur idéal correspondaient assez bien, je pense, à une forme de tempérament breton.

Mes parents n'ont jamais été anarchistes. Mais syndicalistes révolutionnaires, ils en étaient proches. Ils recevaient leurs publications: "L'Idée libre", "La Patrie humaine"...

Plus tard, en 1936 lorsque je suis devenu "khâgneux", au lycée de Rennes, sur 24, 23 étaient abonnés à "La Patrie humaine"!

La même année, mes camarades et moi, nous avons adhéré aux "Etudiants socialistes". Mais, lorsque, quelques mois plus tard, la S.F.I.O. a vendu des glaces de poche, portant au verso des portraits de Léon Blum, nous avons démissionné et constitué la "Fédération des Etudiants révolutionnaires", la F.E.R. Cela n'a pas révolutionné la France, mais enfin, c'était fait pour! Son siège était rue Jean de Beauvais, une petite rue entre le boulevard Saint-Germain et la rue des Ecoles. Le local était empli d'affiches, de tracts soutenant le "Fronte Populaire".

Voilà mon - cursus - Mais de celui de mes parents, quels enseignements peut-on tirer aujourd'hui?

Mon père s'est décidé à écrire ses souvenirs à 88 ans. Il a achevé son livre

à près de 91 ans. Il avait une mémoire phénoménale comme Henri Aigueperse. Je crois que les instituteurs de leur enfance savaient alors bien développer cette faculté. Mon père, en outre, savait raconter ses aventures de militant de façon extraordinaire.

Alors, qu'est-ce qui caractérise le plus mes parents? J'ai envie de répondre: la pureté. Non pas qu'ils fussent des ennuyeux. Bien au contraire: ils aimaient la vie. A la maison, on riait beaucoup. La porte était ouverte aux amis qui passaient, en vélo, et restaient souper. Ma mère faisait du naturisme... en 1927-28! Dans le Finistère! Vous vous rendez compte!

Instituteurs laïques, ils n'allaient pas à la messe. Mais ils avaient un comportement parfaitement irréprochable. Leur règle était d'être, sur tous les plans, inattaquables. Nous devons être des exemples, et d'abord sur le plan professionnel.

Dans ce domaine, ils étaient d'avant garde. J'ai fait de "l'imprimerie à l'école", dans la classe de mon père et je conserve une lettre de Célestin Freinet, écrite aux alentours de 1926, dans laquelle il leur écrit en substance: *"Je ne t'offre pas de méthode. Je t'offre seulement un outil... Les Cornec n'ont pas peur de partir à l'avant, loin des terrains battus et de chercher."*

Mais en même temps, ils respectaient les opinions. Lors de la guerre du Maroc, une tentative politicienne essaya de compromettre mon père: toute la population de Daoulas s'est alors ligüée pour le soutenir.

Les parents d'élèves disaient: "Il pense ce qu'il veut, on n'est pas d'accord avec lui: c'est un communiste (sic), mais sur le plan de la classe, on ne peut rien lui reprocher!"

Quelques années avant sa mort, d'anciens élèves - depuis longtemps adultes - sont venus le chercher pour qu'il recommence une "classe de nature" comme il avait coutume de faire jadis. Parmi eux, un curé... Quelle émotion! Quelle joie partagée!

Ce qui, pour mes parents, prolongeait la pédagogie et demeurait donc essentiel, c'était l'action syndicaliste.

En 1918, ils créent le Syndicat de l'enseignement du Finistère. Celui-ci est illégal. Les fonctionnaires n'ont pas alors le droit de se syndiquer. Ma mère, poursuivie pour avoir constitué une organisation interdite, est condamnée, en 1922 par le Tribunal correctionnel.

L'année suivante, ils organisent à Brest, le congrès national et, dans le bulletin syndical, mon père, avec beaucoup de minutie, explique comment doit être organisée la "propagande" - tel est le terme de l'époque - pour amener les jeunes institutrices et les jeunes instituteurs au syndicalisme.

Leur action, mes parents ne peuvent la concevoir qu'en liaison avec les autres organisations ouvrières. Nous ne constituons pas une caste supérieure parce que nous sommes enseignants - pensent-ils - Nous sommes des ouvriers comme les autres et nous devons aider les ouvriers à sortir de leur condition pour s'émanciper.

J'ai le souvenir d'une grève à Pont l'Abbé, en 1925, au cœur du pays bigouden. Les femmes bigouden sont réputées pour leur sérieux mais aussi leur détermination farouche quand l'avenir de leur famille est en péril.

Appelé par l'union départementale des syndicats, mon père conduisit le mouvement. Dans son livre (1), il évoque avec précision, le mécanisme de cette grève finalement victorieuse... Il raconte qu'un jour, il s'avise que le drapeau rouge des grévistes comporte un cercle noir qui diminue progressivement au fil des jours.

Il demande aux camarades quelle est la signification de ce symbole. "Quand le cercle disparaîtra, répondent-ils, les femmes bigouden quitteront les travaux du foyer pour entrer dans la bagarre..." Le patronat local céda avant cette échéance redoutée.

Dans mon bureau, j'ai conservé une immense affiche éditée par 36 syndicats du Finistère pour défendre mes parents attaqués par "La Dépêche de Brest".

Ils étaient ainsi, pratiquant la solidarité et le désintéressement le plus total. Quand mon père venait à Paris pour le syndicat, il voyageait de nuit, en 3^e classe, pour éviter des frais à l'organisation. Un don de soi total caractérisait donc mes parents: simplement, ils étaient heureux quand "l'idée" avait progressé.

Etaient-ils sectaires? Je me suis posé plusieurs fois la question. Ils l'étaient sans doute, quand il s'agissait des principes essentiels auxquels ils tenaient, mais ouverts et parfaitement tolérants quand au reste et s'interdisant absolument d'entraîner les enfants.

L'histoire de leur évolution est intéressante. En 1931, ils décident, au terme d'une longue réflexion, de quitter la Fédération unitaire de l'enseignement pour adhérer au S.N.I.: un syndicat réformiste contre lequel ils avaient auparavant lutté sur le plan départemental. Dans un article de la R.P., ils expliquent pourquoi, article aujourd'hui encore d'une incroyable actualité! (1) Et pourtant, la C.G.T., pour eux, c'était Jouhaux, la trahison de 1914, la collaboration de classes...

Mes parents entrent donc à la C.G.T. en 1931. On a tout de suite proposé une place à mon père au bureau national du S.N.I., non à ma mère, je ne sais pourquoi. Il refuse parce qu'il considère que ce ne serait pas digne, ayant milité à la C.G.T.U. d'accepter immédiatement une responsabilité syndicale à la C.G.T. ou au S.N.I. N'est-ce pas extraordinaire? Pourtant, dans cette évolution, il avait été précédé par quelques camarades, notamment Baldacci de Saint-Etienne qui fut une grande figure du mouvement ouvrier.

En 1932 et en 1933, il ne va pas non plus au congrès, préférant y envoyer des jeunes. Ce n'est qu'en décembre 1934, après beaucoup d'hésitations, qu'il est candidat au Bureau national, où il se retrouve en compagnie de Roger Hagnauer.

L'intégration au S.N.I. est parfaite. Certes, il garde ses options, il demeure "Révolution prolétarienne". Mais l'accord se fera sans problèmes avec des militants plus modérés que lui comme Georges Lapierre et Louis Dumas, que j'ai bien connus et admirés.

De 1937 à 1939, j'étais khâgneux à Paris. Le B.N. se réunissant tous les jeudis, mon père, en arrivant de Brest, venait me chercher au lycée Henri IV et nous allions déjeuner ensemble, avec les dirigeants du S.N.I., dans un restaurant de la rue du Bac. Certes, il y avait des débats. Roger Hagnauer, en particulier, était un "bouillant". Mais chacun disait ce qu'il avait à dire, ensemble, ils ont fait un très bon boulot syndical.

La guerre est arrivée. J'ai été mobilisé puis je suis parti au Maroc. Je suis rentré en Bretagne en 1942. Là, je constatai un déphasage entre mes parents et moi. J'avais participé à la préparation de l'arrivée des Américains à Casablanca. Or, tandis qu'Henri Aigueperse devenait l'un des "patrons" de la Résistance dans le Limousin, chez mes parents, le pacifisme l'avait emporté. Pour eux, les soldats allemands qui occupaient leur maison, étaient des ouvriers embrigadés par Hitler; les capitalistes étaient responsables de la guerre. Pour eux, il ne fallait pas se laisser entraîner par l'évènement circonstanciel mais garder du recul.

Certes, ils demeuraient antifascistes. Mon père avait d'ailleurs été révoqué par Vichy. Mais la guerre des capitalistes américains, alliés aux russes staliniens n'était pas leur combat qui restait celui de l'Internationale ouvrière. La classe ou-

vrière doit profiter de ses armes pour se retourner contre ses oppresseurs. Ils appliquaient à une situation déterminée des principes auxquels ils continuaient de croire comme au premier jour et ils pensaient qu'il n'y avait pas de raison d'en changer.

La Libération s'est passée. Leur domicile se trouvait entre les lignes. Un jour, les nazis ont raflé tous les hommes, les ont réunis dans un champ, puis les ont fait courir par quatre ou cinq sur la route, en tirant sur eux à la mitrailleuse. Mon père a été blessé à la cuisse droite. Il avait eu exactement la même blessure à la cuisse gauche en 1914. Il s'est couché dans le fossé, a fait le mort avant de retrouver ma mère à la nuit tombée. Celle-ci l'a emmené sur un cheval, dans une ferme amie, à quelques kilomètres de là...

La paix revenue, il a été réintégré dans l'enseignement, non sans difficultés, parce que les militants du P.C. ne lui pardonnaient pas sa rigueur d'analyse et sa trop bonne mémoire qui leur donnait mauvaise conscience. Ma mère avait cessé de militer activement mais mon père reprit du service à la Fédération des Oeuvres laïques puis à la Fédération nationale des Délégués cantonaux dont il devint Vice-président national, non parce qu'il recherchait les honneurs mais parce que les camarades le lui demandaient.

Beaucoup l'ont connu aux congrès de la Fédération des D.D.E.N., à ceux de la Fédération des Conseils de parents d'élèves. Sa compagnie n'engendrait pas la tristesse mais le bonheur d'exister.

Mes parents, jusqu'à la fin ont maintenu le contact avec la R.P. Ils sont morts en harmonie, sans avoir eu de révision déchirante par rapport à leur idées.

Je crois que la R.P. fut la revue et le milieu qui correspondaient le mieux à leurs convictions profondes, où ils retrouvaient des camarades de la sincérité desquels ils étaient absolument sûrs.

Mon exposé apparaîtra peut-être un peu personnalisés, délaissant l'aspect théorique du combat syndical. Mais on ne vivait pas tellement la théorie à la maison. On vivait, au quotidien, des principes auxquels on croyait et, si je n'est pas toujours été d'accord avec leur analyse, sous l'Occupation, j'ai toujours été d'accord avec leur leçon.

Oui, ils étaient tolérants mais gens à principes, "refusant de parvenir". Cette attitude a dominé leur vie: dédaignant titres, décorations, ils sont restés instituteurs adjoints de la petite école à trois classes de Daoulas, n'acceptant jamais d'en prendre la direction. Les honneurs ne les intéressaient pas. Ce qui les intéressait, c'était l'Homme, l'humanisme, la lutte pour un monde meilleur.

Je crois avoir été fidèle à cette leçon, à celle de la R.P., dont, par delà les évolutions conjoncturelles, l'exemple doit inspirer les militants syndicalistes de demain.

(1) Josette et Jean Cornec, instituteurs - De la Hutte à la lutte (Ed. Clancier-Guénaud)

Conférence d'Henri Aigueperse

"On n'enseigne pas ce que l'on sait, on n'enseigne pas ce que l'on veut, on enseigne ce que l'on est". La formule de Jaurès pourrait s'appliquer aussi à la rédaction d'un livre. Il n'est pas, en effet, étonnant que vous retrouviez dans le mien quelques idées de la R.P. dont la création correspond au début de ma carrière syndicale.

Hostile à la guerre, à l'Union sacrée, c'est Maurice Chambelland, je crois, qui le premier eut l'idée de la revue. Il appartenait comme Charbit et Monatte à la tendance "Vie ouvrière", du nom de la célèbre petite revue grise que ce dernier avait créée en 1909.

Tous trois et quelques autres camarades avaient lancé en 1922, après le congrès constitutif de la C.G.T.U., mais avant le congrès de Bourges, une proclamation qui affirmait: "Nous attribuons au syndicat un rôle essentiel dans la lutte révolutionnaire, nous donnons au parti un rôle auxiliaire et non directif".

En 1921, je sortais de l'École normale. Le S.N.I. d'alors était marqué par l'amicalisme. Nous n'avions guère de documentation. Je lisais "L'École émancipée", intéressé surtout par la partie pédagogique. Elle m'a appris à faire la classe: ce n'est pas si mal! Mais l'information syndicale, c'est la R.P. qui me l'a apportée à mon retour du service militaire en 1925. Comme Jean Cornec, je me suis, moi aussi, allaité à cette mère nourricière. Je considère qu'elle a été la meilleure revue d'éducation syndicale qui ait existé. D'autres sont parues depuis: elles n'avaient pas sa qualité. Pourquoi? Parce que les militants qui la rédigeaient avaient les idées très claires et savaient ce qu'ils voulaient. Parce que la R.P. était l'héritière de la V.O. de 1909 qui, elle-même, continuait les idées de Fernand Pelloutier.

Quand j'écrivais mon livre sur l'histoire du syndicalisme, je reçus la visite du camarade Sadick de la R.P., du syndicat des correcteurs (comme Charbit et Monatte). Nous nous étions rencontrés à l'époque du P.U.M.S.U.D. Sadick me prêta sa collection de la R.P., des origines à la veille de la guerre, me rendant ainsi un service énorme, la mienne ayant été brûlée par les Allemands, sous l'Occupation. Il me fit aussi cadeau - avec une dédicace très aimable - du livre de Foulon, consacré à F. Pelloutier, le constructeur et l'éducateur passionné.

C'est du fondateur des Bourses du travail, partisan de l'indépendance syndicale dans les années 1894 à 1900, face aux diverses "écoles socialistes", comme on les appelait alors, que se réclamaient des militants comme Monatte, Merrheim, Rosmer. Comme lui, ils pensaient que l'action économique devait avoir la primauté dans le travail d'émancipation et ils déploraient l'insuffisance de la capacité morale, de la capacité technique et de la formation générale de l'ensemble des travailleurs.

Déjà, en 1909, le groupe de "La Vie ouvrière" avait noté le nombre limité de travailleurs syndiqués. Si celui-ci ne dépassait pas le million, seulement 450 000 étaient à la C.G.T. Il existait, en effet, bien d'autres organisations syndicales animées par les "jaunes", les chrétiens. Les mineurs, par exemple, sont venus tard à la C.G.T.

A mes yeux, c'est Merrheim qui, sur le plan de l'action syndicale, a dominé

ce groupe de la V.O. Notre ami Monatte était beaucoup plus un théoricien de la Révolution, un propagateur d'idées.

Métallurgiste, chaudronnier, Merrheim se rendait compte que les ouvriers - que le syndicalisme appelait à l'action - passaient souvent leur temps, une fois sorti de l'atelier, à faire des manilles ou à boire des chopes. Il en était profondément attristé. Georges Dumoulin, du Nord comme lui, partageait la même opinion sur la nécessité de lutter contre l'ignorance et l'affaïssement de la conscience ouvrière.

Ainsi s'est développée l'idée, chez un certain nombre de camarades, qu'il fallait organiser une éducation ouvrière si l'on voulait que l'action syndicale aboutisse à des résultats. Telles étaient la volonté et la raison d'être de la V.O. Merrheim, en particulier, souhaitait que les salariés s'initient aux rouages de la vie économique. C'est pourquoi collaborait à la revue Francis Delaisi, un économiste d'origine bourgeoise, mais qui s'intéressait au sort des prolétaires.

La guerre de 1914-1918 a interrompu cette oeuvre éducative. Ils l'ont reprise en 1925, dans le contexte de la scission syndicale. Monatte, Chambelland, Rosmer et bien d'autres camarades à l'époque - ainsi Marie Guillot - ont commencé par adhérer au P.C. parce qu'ils étaient révolutionnaires.

La Troisième Internationale, pensaient-ils pouvait remplacer la seconde qui avait failli. Au congrès constitutif de la C.G.T.U. en 1922, ils avaient approuvé la motion de Monmousseau qui affirmait encore l'autonomie du syndicalisme par rapport au mouvement politique.

Mais leur espoir ne dura pas longtemps. De retour d'U.R.S.S. où ils avaient été appelés par Lénine, Monmousseau et Pierre Sémard avaient changé d'avis. C'est ainsi qu'au congrès de Bourges, une motion avait été adoptée qui liait la C.G.T.U. à la Troisième Internationale et à l'I.S.R. Dès 1923, a commencé ce qu'on a appelé la bolchévisation de la C.G.T.U. Elle s'est confirmée, début 1925, au congrès du P.C. qui a créé officiellement les fractions au sein des syndicats.

Commençait la mise en tutelle. Nos camarades ne l'ont pas acceptée. Ils ont lancé la R.P. Nombre de camarades s'étaient alors engagés au P.C. Jean Cornec avait hésité, mais finalement, n'avait pas voulu. Il était l'un des rares à ne pas avoir marché. Baldacci - un excellent militant que nous avons perdu trop tôt - lui aussi, bien qu'ayant suivi un itinéraire analogue à celui de Jean Cornec, avait adhéré.

Très vite, avec d'autres camarades, il s'est rendu compte qu'il avait fait fausse route. D'où, en 1925, cette motion d'un certain nombre de militants enseignants: (...) "Placés devant ces faits précis, les syndicalistes de l'enseignement déclarent créer un lien entre tous ceux, qu'ils soient minoritaires ou majoritaires dans les syndicats de la Fédération d'enseignants ou qu'ils soient autonomes ou adhérents du syndicat national des instituteurs, pourvu qu'ils se réfèrent, dans leur programme à la Charte d'Amiens qui a situé le syndicalisme révolutionnaire indépendant et lutte de classe".

D'où la publication, en février 1925, d'un bulletin de propagande syndicaliste commun à toutes les organisations qui porte le titre d'"Action syndicaliste" de l'enseignement. Le bulletin est bientôt élargi aux autres corporations.

Se constitue alors la Ligue syndicaliste minoritaire au sein de la Fédération unitaire de l'enseignement et de la C.G.T.U. Son principe: le refus de toute tutelle, par conséquent l'affirmation de la nécessité absolue de l'indépendance du mouvement syndical.

C'est dire que la Ligue ne partage pas l'analyse de la situation économique faite par la C.G.T.U. Pour cette dernière, le capitalisme était condamné à brève échéance, la radicalisation des masses devant entraîner bientôt la révolution.

La Ligue syndicaliste contestant cette ligne ultra-gauchiste - la notion de radicalisation des masses lui apparaissant comme une invention manoeuvrière des dirigeants de la C.G.T.U. - "estime que la classe ouvrière est capable de se diriger elle-même et n'a besoin de la tutelle ni des partis, ni de celle des gouvernements." Fidèle à la résolution de Monmousseau, à Saint-Etienne, elle refuse la main-mise sur le syndicalisme de l'I.S.R. et n'admet pas qu'une force politique extérieure puisse s'exercer sur le mouvement. Les syndicalistes révolutionnaires s'opposent donc à la constitution de fractions communistes au sein des syndicats et entendent travailler en rassemblant des militants des deux C.G.T. à la réalisation de l'unité.

Ce faisant, leur objectif était double... et ambitieux: sortir la C.G.T. de la collaboration de classes, débarrasser la C.G.T.U. de la tutelle communiste.

Dans la logique de cette action, une minorité de la Ligue travaille à la réunification syndicale. C'est le sens de l'Appel des Vingt-deux en 1930 signé par des confédérés, des unitaires et des autonomes. Pour eux, il ne s'agissait pas de constituer une troisième confédération, mais d'oeuvrer à l'unité.

L'expérience a été renouvelée avec un succès moindre en 1957 avec le P.U.M. S.U.D.

L'Appel des Vingt-deux a tout de même eu un certain retentissement provoquant débats et prises de position non seulement au S.N.I. mais dans toutes les organisations. L'avaient signé des camarades appartenant à toutes les confédérations, notamment R. Hag-nauer, Marthe Pichorel, Charbit, des militants des P.T.T., de l'alimentation, etc.

Je me trouvais à l'époque à Limoges avec Charles Martial. Nous fûmes deux à le signer. Un camarade des contributions indirectes et moi-même. L'Appel des Vingt-deux est devenu - pour toute la France - le Manifeste des Cinq-Cents. Cela n'allait certes pas loin - le mouvement était parti trop tôt mais nos camarades de la R.P. avaient tout de même provoqué un utile débat. L'unité syndicale, elle, allait se réaliser quelques années plus tard en 1936 à Toulouse.

Nos camarades se réclamaient du syndicalisme révolutionnaire. Celui-ci, tel qu'on le pratiquait avant 1914, n'était plus possible. Ceux qui avaient voté sa Charte à Amiens en 1906, s'opposant à des militants comme Renard, partisans de liens avec les partis, refusaient eux aussi que les Pouvoirs publics interviennent dans les négociations. L'action directe constituait pour eux, un crédo exclusif. Celle-ci impliquait qu'elle devait être menée par les travailleurs contre le patron, sans intermédiaire ou sans médiateur.

La guerre a mis fin à cela. Refusant l'Union sacrée, Monatte, Merrheim, Ros-mer, sont devenus minoritaires, menant une action pacifiste pour hâter la fin des hostilités. Durant le conflit, les hommes étant mobilisés, les femmes sont entrées dans la production. Elles se sont syndiquées. Le syndicalisme a changé. Je crois qu'un homme comme Albert Thomas a eu, dans ce domaine, une influence considérable sur Léon Jouhaux qui accorde désormais - un peu comme Merrheim - mais dans une perspective réformiste - une importance accrue aux questions économiques. Le syndicalisme ne peut plus les ignorer.

L'influence américaine a également joué un rôle dans cette élaboration d'une doctrine nouvelle. Les propositions de Paix de Wilson comportaient sans doute une autre vision des rapports sociaux.

La C.G.T., lors de son comité confédéral de fin 1918, avait préparé le "Programme minimum" qui allait être adopté l'année suivante, lors du congrès confédéral. Il proposait un certain nombre de nationalisations industrielles - notamment celle des chemins de fer - et demandait la création d'un Conseil économique du Travail. Le "Bloc national" naturellement, n'accepta pas cette revendication mais la C.G.T., avec le concours des ingénieurs, des fonctionnaires et des coopérateurs, constitua, elle-même, un

Conseil économique du Travail qui ébaucha le Plan que l'organisation syndicale allait lancer quelques années plus tard.

Ainsi, en élaborant un Plan de redressement économique, la C.G.T. exprimait le voeu que soit mise en place une économie dirigée au sein de laquelle elle tenait à jouer un rôle. Je ne sais jusqu'où elle serait allée si le mécanisme avait pu être monté. Mais ce néo-réformisme - pour reprendre l'expression employée par les historiens sociaux - montre que, dans les années 1930, la C.G.T., en rupture avec la tradition de la Charte d'Amiens, entendait bien entrer dans le système et participer à la direction de l'économie. Mais dans le même temps, les effectifs syndicaux ne correspondaient pas - tant s'en faut - aux ambitions affirmées par les Confédérations.

Dans les années 1928-29, la C.G.T.U. était en effet descendue à 200 000 adhérents environ.

Certes, la C.G.T. avait augmenté grâce au retour en son sein de la Fédération des fonctionnaires. De 350 000 adhérents, en 1923, au lendemain de la scission, elle était remontée à 500 ou 600 000 en 1928. Mais, à partir des années 30, 60% des effectifs confédéraux étaient constitués par des salariés appartenant au service public. Quel pouvait être dans ces conditions, l'impact du Plan qu'elle proposait dans les années 1930-35 auquel avait collaboré un certain nombre d'intellectuels influencés par les idées planistes du socialiste belge De Man? Quant à la C.G.T.U., elle était exsangue.

C'est dans ce contexte que surgissent les menées factieuses des Ligues en 1934. La République apparaissait en péril. Les ouvriers qui s'étaient désintéressés de l'action syndicale se rassemblèrent sur une politique de défense républicaine pour combattre les Ligues citadines ou les paysans de Dorgères. Ils mesuraient aussi le danger que représentaient fascismes hitlérien et italien.

Ainsi se forme le Front populaire et les grèves sur le tas de 1936. L'erreur à ne pas commettre serait de croire que la C.G.T. ou la C.G.T.U. les avaient préparées. Elles n'y étaient strictement pour rien. Quelles mesures auraient prises dans une telle situation un Gouvernement de Droite? Le Gouvernement du Front Populaire appela la Confédération syndicale, en dépit de sa faiblesse, pour régler les problèmes qui se posaient au monde du travail. La négociation menée avec le patronat et la C.G.T. aboutit aux accords Matignon.

Ceux-ci sont d'une importance considérable sur le plan de la syndicalisation. Certes, la loi de 1884 avait reconnu le droit, pour un travailleur, d'adhérer à un syndicat, mais elle n'avait pas obligé l'employeur à embaucher un salarié syndiqué. De fait, le syndicalisme n'était pas reconnu dans l'entreprise. Les Accords Matignon apportent alors une garantie aux prolétaires: les patrons, en les signant, s'engagent à ne pas sanctionner les grévistes et à ne pas tenir compte, pour l'embauche, de l'appartenance à un syndicat.

Au sortir de ce qu'on appelait les "Grèves-kermesses", les salariés ont adhéré en masse au syndicat. C'est la fameuse "génération Blum" qui a momentanément augmenté dans des proportions considérables les effectifs syndicaux.

Un bon observateur du mouvement social, Michel Collinet, donne sur ce plan, des statistiques intéressantes: Renault (qui n'était pas nationalisé à l'époque), avant les accords, ne comprenait pas 20 syndiqués. Six mois après, l'entreprise en comptait 20 000, dont 6 000 communistes. Cet épisode nous fait comprendre comment évolue le syndicalisme français. Dans les pays anglo-saxons, en Suède, en Allemagne, sa progression est régulière. En France, au contraire, les périodes où il rassemble les masses sont exceptionnelles et correspondent à des situations politiques qui, souvent, lui sont étrangères.

Même si l'on est, comme je l'ai été moi-même, "obsédé d'unité", force nous est de constater le caractère versatile du syndicalisme français. Il est même plus irrégulier que celui des pays méditerranéens comme l'Italie ou l'Espagne. Je ne sais

pourquoi mais ce sont toujours des événements extérieurs au mouvement syndical qui font que les salariés se précipitent pour y adhérer (ils ont cependant oublié de la faire en 1981) ou au contraire le délaissent en masse. Effectivement, ils ont adhéré en 1936, en 1945. Mais viennent toujours les périodes de régression et d'abandon.

1936 voit s'opérer la réunification syndicale à Toulouse.

L'année suivante, le Front Populaire entraîne une augmentation telle des effectifs que le nombre d'adhérents dans certaines fédérations est multiplié par cent en quelques semaines. Ainsi pour la Métallurgie ou les Charbonnages. Certains historiens parlent de quatre millions voire quatre millions et demi de syndiqués à la C.G.T. en 1937. Mais dès 1938, avant même le Pacte Germano-Russe de 1939, les effectifs diminuent et en 1939, ils retombent à moins d'un million.

Quelle sera dans ces conditions l'avenir du syndicalisme français, que sera-t-il demain? Je ne sais pas, du moins tant qu'un parti politique aura l'ambition de le mettre sous tutelle.

De toute façon, il était hors de question de remettre en route entre les deux guerres le syndicalisme révolutionnaire tel que nous l'avions connu avant 1914. Le patronat, naguère individualisé s'était organisé pour constituer en 1936 la Confédération nationale de la Production française, ancêtre de l'actuel C.N.P.F. Les lois de 1936 transformaient également le jeu social en marquant l'intervention de l'Etat qui désormais tente de proposer son arbitrage dans les conflits du travail.

Depuis cette période, l'intervention de l'Etat n'a cessé de s'accroître. Même si l'actuelle C.G.T. n'était pas ce qu'elle est, les autres Confédérations ne se passent pas de l'Etat. Le développement du syndicalisme des fonctionnaires comporte cette tendance. Ce contexte est incompatible avec la Charte d'Amiens qui refusait la médiation gouvernementale...

L'histoire du syndicalisme, en outre, est inséparable de la revendication pour un salaire décent . Jamais les patrons n'ont voulu l'accorder ce qui a conduit à imaginer la notion de salaire indirect pour compenser le refus des employeurs de rémunérer le prix du travail. Aujourd'hui encore, le syndicalisme intervient auprès des Pouvoirs publics qui assurent ainsi une certaine redistribution des revenus.

C'est dire combien les circonstances de la lutte sociale ont changé. Réapparaissent un néolibéralisme et un individualisme qui contraignent le syndicalisme à se défendre. L'actuelle désyndicalisation s'est faite beaucoup plus rapidement que dans les périodes antérieures, en 1938 et en 1948. Mais je ne crois pas pour autant que cet état de fait condamne le syndicalisme à disparaître si les camarades qui sont responsables des organisations veulent bien se pencher sur ces problèmes et y réfléchir.

**Adressez le plus rapidement possible vos articles
à Jean MOREAU**

26, rue des Rosiers, 75004 PARIS

DÉBATS

Le camarade MOREAU remercie chaleureusement les deux orateurs.

L'évocation de Josette et Jean Cornec montre la pureté de deux existences entièrement vouées à l'émancipation du prolétariat. Quant au "refus de parvenir", il exprime le comportement civilisé par excellence, en concordance avec l'évolution culturelle de l'espèce. Il marque, en effet, le refus de l'antique loi qui consiste à écraser le plus faible.

Des deux exposés, Moreau retient une tradition, une exigence et une perspective d'avenir.

La tradition, c'est la filiation qui relie la "R.P." à la "V.O." et aux idées généreuses de Pelloutier.

L'exigence, pour tout militant, c'est celle de l'éducation. Marcel Martinet, jadis, dans son livre "La Culture prolétarienne" a souligné combien il importait de ne pas mettre un bandeau sur les yeux de l'ouvrier en lui disant: laisse-toi guider, tes chefs décideront pour toi. Il s'agit de penser par soi-même.

L'histoire du mouvement syndical suggère, pour reprendre l'expression de l'historien Fernand Braudel, que les faits, pour être appréciés, doivent être placés dans les trois durées qui les cernent: l'évènement, la conjoncture et la durée longue.

Façonner l'Histoire, exige, par conséquent, la connaissance historique.

LAFOURCADE : Les deux exposés lui ont rappelé de vieux souvenirs. Mais l'avenir lui paraît incertain. Les syndicats ont changé. Ils se sont structurés. Ils constituent un pouvoir. Mais la volonté révolutionnaire qui est le moteur de l'action a disparu. La grève récente du R.E.R. a montré que ce sont désormais les minorités agissantes, non pas les responsables, qui déclenchent les grèves. Où est le syndicalisme?

ROSENTAUB: fait état de sa participation à divers colloques: "Autogestion et socialisme", "L'économie sociale", "La société française et son école". Mais le syndicalisme semble loin des préoccupations. Comment sortir du malaise que nous constatons? Il souhaite que les camarades de la R.P. étudient ces questions, peut-être sous forme de commissions.

André HENRY ne partage pas le pessimisme des intervenants précédents, tout en partageant cependant avec eux le souci d'une formation syndicale. Si nos camarades, autrefois, avaient eu nos raisonnements d'aujourd'hui, rien n'aurait été conquis. Ses études sur l'Histoire du syndicalisme et de l'économie sociale le conduisent à s'interroger sur les errements du pacifisme. Il souhaite qu'un débat ait lieu à la R.P. sur ce thème.

Enfin, le déclin du P.C., s'il persiste, l'amène à se demander si demain ne permettra pas la constitution d'un front réformiste, la réunification ne lui apparaissant pas comme possible prochainement, entre des organisations pouvant s'accorder sur un certain nombre de valeurs et d'objectifs communs.

BONNEL intervient pour expliquer qu'il ne partage pas l'opinion d'Henry sur le pacifisme.

BOSSIERE dit son émotion à l'audition des exposés de Jean Cornec et Henri Aigueperse qui lui ont rappelé de précieux souvenirs. A propos de la stratégie de la C.G.T. après la Grande guerre, citant Rosa Luxembourg, il rappelle que les révolutionnaires ne sont pas contre les réformes... à condition qu'elles aient lieu, effectivement.

Il déplore le rôle anti-unitaire du P.C. et pense que son déclin peut ouvrir des perspectives.

Entre le réformisme et l'action révolutionnaire, il pense que dans la société contemporaine, le syndicalisme n'aura guère le choix, tout en souhaitant que persiste l'esprit du syndicalisme révolutionnaire.

Sur la question du pacifisme, il constate simplement que Josette et Jean Cornec, par leur attitude, maintenaient leur fidélité à l'internationalisme prolétarien. Les défaites que nous avons connues sont dues à son abandon.

BUREAU évoque le cas de militants qui, pacifistes philosophiquement, ont, en fonction des conjonctures, pris les armes, sans pour autant renier leur combat au service de l'homme. Dans ce domaine, le contexte joue un rôle essentiel.

PREVOTEL pense que, dans la société capitaliste actuelle, la lutte des classes a incontestablement un avenir. L'unité syndicale ne lui apparaît pas actuellement possible, eu égard, non seulement au rôle joué par les staliniens, mais aussi à celui des socio-chrétiens, partisans d'une société corporatiste. Il regrette, pour sa part, que le P.S. ait intégré une fraction importante d'entre eux. Cela n'exclut pas les alliances quand elles sont nécessaires mais il faut prendre, hélas, parti, pour longtemps encore, d'une situation de fait.

LOURDOU intervient sur la question de l'unité syndicale. Constatant le rôle accru joué par les procédures électorales, en matière de représentativité syndicale (Lois Auroux, élections prud'hommales), il craint que le vote se substitue à l'adhésion. Il croit cependant que l'unité d'action, au delà des divergences idéologiques, demeure possible.

Jacques CHARBIT se déclare passionné par le débat. Il rappelle les espoirs soulevés par la révolution russe, le pouvoir ouvrier, les soviets. Que Staline ait été le fossoyeur de la Révolution ne condamne pas, pour autant, le communisme. A sa création, la R.P. s'intitulait revue syndicale communiste. Qu'est-ce que la révolution sociale? La révolution syndicaliste? La révolution ouvrière? Ces conceptions restent à définir car l'histoire de 1925 n'a pas été claire et nous en payons encore aujourd'hui la note.

Il rejoint l'opinion du camarade André Henry sur le pacifisme et se demande quel syndicalisme devons-nous construire aujourd'hui? Celui qui repose sur la devise "bien-être ou liberté" ou celui qui n'exclut pas un changement révolutionnaire?

Jean CORNEC est très sensible à la préoccupation de Jacques Charbit. Ceux qui s'opposaient jadis à Staline restaient des communistes qui n'abandonnaient pas l'idéal d'émancipation ouvrière. Ce que des hommes comme son père envisageaient n'était pas moins que le bonheur des hommes sur la terre. C'est pourquoi le pacifisme de nombre d'entre eux, ne lui apparaît pas négatif. La vie les a mis devant des contradictions qu'ils ont assumées en restant fidèles à des principes. Il conclut son intervention par trois constatations:

- première constatation: les camarades qui ont fondé la R.P. nous ont donné un exemple qu'il ne faut pas oublier parce qu'il est force d'avenir;
- deuxième constatation: le syndicalisme, tel que l'ont conçu nos prédécesseurs, était celui d'une élite ouvrière qui devait mener la masse, non seulement à pouvoir vivre décemment, mais aussi à dominer son destin. Aujourd'hui, les chômeurs,

les vrais pauvres, se syndiquent-ils? La vraie solution qui se réclame de la solidarité ouvrière ne consiste-t-elle pas à répartir les richesses?

- Troisième constatation: le mouvement syndical n'aura d'avenir que s'il réussit à intégrer les deux données inséparables de son dynamisme: la donnée corporative et la donnée humaniste qui, seule peut harmoniser les différents intérêts des salariés.

André HENRY ne pense pas que le livre de De Closets "Tous ensemble" puisse être utile à notre réflexion, compte tenu des nombreuses erreurs qu'il contient, concernant la F.E.N.

Jean MOREAU remercie les divers intervenants. Le débat a été très riche et a posé des questions essentielles:

- un front réformiste est-il souhaitable? Est-il possible?
- Le P.C. a-t-il amorcé un inéluctable déclin?
- Le pacifisme a-t-il été la cause d'errements? Depuis juillet 1914, c'est à dire le moment où, au lieu de se retirer sur l'Aventin, le prolétariat se précipite dans les tranchées de Verdun, depuis aussi, la Révolution russe, comment peut-on concevoir l'internationalisme prolétarien?
- Les ouvriers sont-ils intégrés dans les sociétés industrielles? Leur souci n'est-il pas le bien-être et la liberté?
- L'individualisme contemporain ne corrompt-il pas la solidarité ouvrière?
- Les conjonctures historiques ne favorisent-elles pas tel ou tel types de militants qui correspondent aux tâches différentes à mener?
- Les vrais pauvres, sont-ils, aujourd'hui, syndiqués? Syndiquables?
- L'unité d'action ne nuit-elle pas à l'unité syndicale?

Un mouvement syndical authentique ne doit pas oublier la double exigence de la revendication corporative et de la revendication humaine, elle seule donnant un sens au combat des travailleurs pour leur émancipation.

Enfin, la nécessité de la culture syndicale et de la culture... tout court, demeure, si l'on veut garder l'ambition de faire accéder le plus grand nombre à la lumière.

C'est dire que la R.P. pourrait être et devrait continuer de s'efforcer d'être ce lieu de rencontre, d'éducation et de réflexion de militants épars, appartenant à des organisations différentes mais soucieux de rassembler les salariés pour former ces "hommes libres et fiers" dont parlait jadis Fernand Pelloutier.

Entre nous...

Le prochain numéro contiendra notamment des articles des camarades Marc Prévotel, Rousselot et un entretien avec Jean Cornec sur son dernier livre: "Au préjudice du doute" (U.S. Media).

Notre revue continue. N'oubliez pas de vous réabonner, de participer à la souscription permanente et surtout de susciter des abonnements.

Merci, chers camarades, de votre soutien.

A TRAVERS LES LIVRES

« Touche pas à mon pote ! »

par Harlem Désir
Editions Grasset

Délibérément anecdotique, dans un style agréable, moderne, non dénué d'humour — ignorant donc la langue de bois — ce livre raconte la naissance et le développement du mouvement « S.O.S. Racisme » dont on sait le récent succès. Il pose une bonne et vraie question, constitue un événement et suggère un espoir.

La « bande » a toujours existé et elle existera longtemps car notre espèce est trop jeune pour se passer de règles sociales. Améliorée, cultivée mais fragile, la bande se nomme : démocratie. Celle-ci parie pour le peuple, l'esprit critique et l'amour. Au-delà, règnent les bêtes de proie, parmi ceux qui agissent leur pensée et pensent leur action, depuis Cro-Magnon, il n'y a, au sein des chefs de bandes — quand ils sont philanthropes — que trois catégories. Les Socrate, les Cassandre, les Fulgurants. Les premiers — c'est bien connu — boivent la cigüe, meurent sur une croix, se font assassiner au café du Croissant ou dans le palais de la Monedad. Les seconds préchent dans le désert. Quand ça barde vraiment trop, on les appelle, l'espace d'un éclair, pour régler, par exemple, la paix en Indochine. Ouf ! Cassandre a échappé au sort du bouc émissaire. De justesse. Les derniers font trois petits tours... et puis s'en vont. Dans les périodes d'explosion sociale ou guerrière, ils dressent des barricades ou des embuscades, sont décimés au Mont-Valérien ou retournent cultiver leur jardin.

Voici un jeune homme qui échappe à ces stéréotypes. Licencié en philosophie, il écrit pour que tout le monde comprenne. Non seulement il pense mais il agit : il descend dans la rue et fait descendre des centaines de milliers de gens avec lui. Il n'est pas naïf. Il vainc les oppositions internes, coordonne, fédère, calcule non pour se servir mais pour servir l'immense peuple des « beurs ». Nous sommes tous des « beurs ». Des métis. Les professeurs du Collège de France, confirment son propos :

le polymorphisme génétique — s'il est relayé par un polymorphisme culturel — est une chance, la seule sans doute, pour l'espèce.

Oh, ! dans la jungle médiatisée qui est la nôtre, ce bon jeune homme connaît les règles du jeu. Avisé, il met le show-biz dans sa poche. Il soigne son « look ».

Non seulement, il apprécie la puissance formidable de l'ennemi mais aussi l'envie exécrable qui ronge les mauvais compagnons. L'éternelle tentation de la trahison : « Dieu ! Je me charge de mes adversaires, occupez-vous de mes amis ! »

Et, de plus, il réussit. Une nouvelle race d'humains serait-elle en train de naître ? Celle que Léon Blum dans ses « Nouvelles conversations de Goethe avec Eckermann » appelait de ses vœux et qu'il nommait, du nom d'un philosophe : « la race des hommes de Herder » ?

Ni Socrate, ni Cassandre, ni Fulgurants, avec mesure, c'est-à-dire intelligence et générosité, ils soulèvent les montagnes de la tyrannie et de la sottise conjuguées pour organiser la justice : la fraternité.

Ce jeune homme gracieux et grave, dont le nom claque comme un drapeau et parle comme un programme, commun à tous les hommes, si beaucoup courent à sa suite aujourd'hui, ne nous y trompons pas, c'est que, sans en avoir l'air, il porte l'espoir du troisième millénaire. Hâtons-nous de le rejoindre dans sa démarche laïque. Elle en vaut la peine : touche pas à mon pote ! Touche pas à mon frère !

La Goutte d'or

par Michel Tournier
Editions Gallimard

Une femme blonde rencontre, dans une petite oasis du Sahara, le jeune Idriss qui mène paître ses chèvres. Elle le photographie et promet de lui envoyer la photo. De cet événement part la quête de l'adolescent. « Immigré du soleil », il partira pour la France à la recherche d'une image de lui-même. D'une plume alerte et généreuse, Michel Tournier décrit ainsi le périple à la fois commun et étonnant d'un jeune Maghrébin. Déraciné, aliéné, en proie au racisme ordinaire, le héros de ce

superbe et subtil voyage initiatique se retrouve le jour où il vainc le pouvoir asservisseur de l'image : un maître, en lui enseignant la calligraphie, lui apprend ainsi, à « danser sa danse ». *La Goutte d'or* est un roman merveilleux parce qu'il conjugue, dans un style prompt, art et bonté, tradition et promesses innombrables du présent.

La Laïcité en miroir

par Guy Gauthier

Edilig, 3, rue Récamier, 75341 Paris Cedex 07

D'aucuns — nos adversaires de toujours — affirment que la laïcité est une vieille lune à ranger au magasin des accessoires. D'autres — dont nous sommes — pensent qu'elle est vivante. A condition de la chercher là où elle vit. Elle ne peut, en effet, s'accommoder, par nature, des langues de bois, voire des langages surannés. Elle exige l'alliance institutionnelle entre le mouvement démocratique et celui de la pensée contemporaine. Le mérite important de Guy Gauthier est de l'avoir compris en rassemblant dans ce livre les bons esprits de ce temps qui disent ce qu'ils doivent aux valeurs qu'elle propose et, mieux, comment ils la pensent à l'aube du troisième millénaire. D'où ces entretiens passionnants et profonds avec notamment Albert Jacquard, Claude Julien, Jean-Pierre Kahane, Edgar Morin, Claude Nicolet, René Rémond, Antoine Prost, Madeleine Rébérioux, Evry Schatzman, Michel Vovelle, etc. Retour aux sources, cet ouvrage est aussi tourné délibérément vers l'avenir et suggère deux réalités consubstantielles à la laïcité : celle-ci est une poétique créatrice de nouvelles valeurs et donc de nouvelles démarches dont le monde moderne a besoin. Elle traverse les individus, les groupes, voire les idéologies qui se réclament du progrès pour séparer le bon grain de l'ivraie : je veux dire distinguer ceux qui, hantés par la République intérieure, pensent par eux-mêmes, des fidèles et des clercs aliénés par une quelconque méthode d'autorité. Ce faisant, elle se confond avec la liberté même de l'esprit. A lire séance tenante pour dynamiser l'espérance.

L'État et l'École en France

par Edwy Plenel
Editions Payot

La question de l'école est permanente pour une démocratie en bonne santé. Il y a deux ans, elle a fait « la une » des journaux. Avec ce livre serein, elle fait « la une » de l'histoire. Tant mieux. La façon retenue par Edwy Plenel est devenue rare. Exempte de passion, sinon celle de la République, l'auteur rappelle avec patience la genèse de l'école en France, son enjeu, son développement. Ce faisant, elle dessine le contexte possible de son avenir, inséparable de la construction d'une société réellement libre, égale et fraternelle. Non sans éclat, elle montre le danger du libéralisme scolaire dont se réclame le conservatisme de toujours. Ce beau livre de parti pris n'est pourtant pas un livre d'humour. S'il n'ignore pas la conjoncture, il mise sur la longue durée qui permet seule les changements réussis. Refusant les polémiques subalternes, dans une langue parfois savante — celle que nécessite une culture exigeante à laquelle tous les hommes peuvent et doivent accéder — « L'État et l'École en France » ouvre le débat essentiel en demandant à chacun de choisir lucidement pour la République.

Juin 1936 : « L'explosion sociale » du Front Populaire

présenté par Georges Lefranc
Collection Archives

Editions Julliard

L'historien mort récemment, présente dans ce livre les reportages des contemporains, les comptes rendus inédits des leaders, les souvenirs des militants. Ceux que la droite nommait les « salopards », prennent la parole grâce à un mouvement de grèves exceptionnel.

D'aucuns ont invoqué des conspirations, des provocations. La réalité est ailleurs.

A relire sans tarder. Du même auteur signalons également : *Le Front populaire* (Collection Que sais-je ? Presses universitaires de France), *Histoire du syndicalisme en France* (Payot).

D'OÙ VIENT L'ARGENT ?

Recettes:

Solde R.P. au 04-03-86.....	9 999,47
Souscriptions.....	1 698,00
Abonnements.....	2 080,00
	<hr/>
	13 769,47

Dépenses

Fabric. R.P. n°673.....	3 263,70
Timbrage.....	405,52
	<hr/>
	3 669,22

Solde en caisse au 04-06-86: 10 100,25F.

Souscriptions: Mérigot P. (91): 30, Bénistant J. (72): 30, Thomas G. (71): 130, Faucier N. (44): 230, Geslin P. (45): 80, Boissel P. (07): 30, Langand C. (66): 30, Chastan L. (26): 30, Dupuis C. (91): 130, Schanz M. (93): 130, Aubery: 130, Fleuret J. (43): 130, Gerodolle E. (73): 130, Djourno (78): 130, Escoubet (Groupe Sébastien Faure) (40): 30, Giraud M. (91): 50, Gallin D. (Suisse): 130, Bobillier V. (Suisse): 118.

Abonnements: à 70F.

Mérigot P. (91), Drocourt A. (75), Bénistan J. (72), Thomas G. (71), Faucier N. (44), Geslin P. (45), Boissel P. (07), F.E.N., G. Delage, G. Lenéouannik, R. Moujart, J. Pommatau, Y. Simbron, Roessel (75), Langand C. (66), Chastan L. (26), Dupuis C. (91), Schanz M. (93), Aubery P. (U.S.A.), Fleuret J. (43), Gerodolle (73), Djourno (78), Escoubet (40), Giraud M. (91), Bossière (92), Grimm (57), Gallin D. (Suisse), Bobillier V. (Suisse).
Lebré J. (07): 50F.

La Révolution prolétarienne, Revue syndicaliste révolutionnaire fondée par Pierre Monatte en 1925.

Directeur de la publication: Jean MOREAU

Siège social: 26, rue des Rosiers - 75004 Paris (Tel. 48 87 59 80)

Imprimerie: Les "E.P." 232, rue de Charenton - 75012 Paris.

Abonnements: 70,00F. par an. Le numéro: 20,00F.

Adresser votre abonnement et votre souscription à:

"Les Amis de la Révolution prolétarienne", CCP.: 8 044 64 Y - Paris.